



REVUE DE PRESSE DU 13/03/2017

- 1- Le chef de mission du Fonds monétaire international (FMI) en Algérie, Jean François Dauphin, a salué dimanche à Alger "une vraie volonté" du pays à s'engager dans la voie des réformes économiques. "Je crois qu'il y a une vraie volonté aujourd'hui de s'engager dans la voie de ces réformes (économiques) pour permettre une croissance pérenne, qui soit la plus inclusive possible et qui permettra de donner du travail aux jeunes sans que cela ne soit soumis aux aléas de la conjoncture pétrolière", a-t-il déclaré à la presse à l'issue d'une audience avec le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale Mohamed El Ghazi.

- 2- L'investissement dans les cimenteries, les briqueteries, les minoteries et les transports n'est plus éligible aux aides de l'État, selon le ministre de l'Industrie et des Mines Abdeslam Bouchouareb. Une liste de segments d'activités « saturés » a été établie par le gouvernement en décembre dernier, a révélé le ministre, sur les ondes de la *chaîne III* de la Radio nationale. Au total, 110 segments d'activités sont inscrits sur cette liste, établie par décret d'application de la nouvelle loi sur l'investissement, selon le ministre.

- 3- Le ministère du Commerce a démenti dimanche dans un communiqué être à l'origine des SMS mettant en garde contre une mauvaise utilisation d'internet. "Le ministère du Commerce dément être à l'origine des SMS via l'opérateur Mobilis mettant en garde contre une mauvaise utilisation de l'internet", indique le communiqué. Les clients de l'opérateur de téléphonie mobile, Mobilis, ont reçu des SMS mettant en garde contre les conséquences d'une mauvaise utilisation de l'internet.

- 4- Le 15ème Forum mondial du développement durable se tiendra lundi à Paris, en présence du ministre de l'Energie, Noureddine Boutarfa, a indiqué dimanche le ministère dans un communiqué. Les intervenants lors de forum, placé sous le thème "la Méditerranée et les pourtours régionaux", aborderont la problématique de l'énergie dans la région méditerranéenne ainsi que la question du développement selon deux angles complémentaires du développement local et des alliances géostratégiques, précise le communiqué.



- 5- Les préparatifs pour l'organisation d'une Expo-vente de produits algériens, prévu du 20 au 30 avril prochain à Nouakchott (Mauritanie), ont été lancés en coordination entre la Société algérienne des foires et expositions (SAFEX) et les parties mauritaniennes en vue de garantir les meilleures conditions à la réussite de cet évènement économique.

- 6- L'Algérie qui a participé à la 51ème édition de la Bourse internationale du tourisme de Berlin (ITB), en Allemagne du 8 au 12 mars, a présenté toutes les facettes touristiques et culturelles pour promouvoir la destination Algérie. Sous la conduite de l'Office national du tourisme (ONT), une quinzaine d'agences des structures public et privé y ont participé avec un riche programme qui fait ressortir le potentiel touristique de l'Algérie ainsi que la diversité de son patrimoine culturel, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

- 7- Les surfaces agricoles irriguées par des systèmes économes en eau ont connu une nette évolution en 2016, passant à 600.000 hectares contre 90.000 hectares en 1999, a affirmé à l'APS le Directeur de l'hydraulique agricole au ministère des Ressources en eau et de l'Environnement, Omar Bougueroua. Cette superficie de 600.000 hectares représente près de la moitié de la surface globale irriguée estimée à 1.260.000 hectares et répartie à travers l'ensemble du territoire national, précise M. Bougueroua.

- 8- Trois-mille-cinq-cents (3.500) souscripteurs au Logement promotionnel public (LPP) ont été exclus du programme suite à l'opération de vérification du fichier national du logement, soit 12% du total des dossiers traités, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.



A lire : FMI: la volonté de l'Algérie à s'engager dans la voie des réformes économiques saluée

ALGER - Le chef de mission du Fonds monétaire international (FMI) en Algérie, Jean François Dauphin, a salué dimanche à Alger "une vraie volonté" du pays à s'engager dans la voie des réformes économiques.

"Je crois qu'il y a une vraie volonté aujourd'hui de s'engager dans la voie de ces réformes (économiques) pour permettre une croissance pérenne, qui soit la plus inclusive possible et qui permettra de donner du travail aux jeunes sans que cela ne soit soumis aux aléas de la conjoncture pétrolière", a-t-il déclaré à la presse à l'issue d'une audience avec le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale Mohamed El Ghazi. Il s'agit cependant d'un "chantier sur le long terme car l'économie ne se transforme pas du jour au lendemain", a souligné M. Dauphin qui conduit une mission de FMI en Algérie dans le cadre des consultations annuelles du Fonds sur l'économie algérienne. Il a notamment salué la "résistance" du marché de l'emploi en Algérie aux effets de la chute des cours du pétrole enregistrée dès 2014.

"Jusqu'à présent le marché de l'emploi en Algérie a plutôt bien résisté au contre-choc pétrolier. On a vu une légère baisse du chômage qui reste à des niveaux relativement proches de ce qu'ils étaient il y a un ou deux ans", a-t-il constaté. Néanmoins "il faut être vigilant: le taux de chômage des jeunes est très élevé et donc toute la question est de savoir comment dynamiser l'économie, comment faire en sorte que l'économie se tourne vers des secteurs indépendants de la commande publique et du secteur des hydrocarbures afin d'avoir une source de création d'emploi indépendante des fluctuations du prix et de la production de pétrole", a recommandé M. Dauphin.

Selon l'Office national des statistiques (ONS), le taux de chômage en Algérie avait atteint 10,5% en septembre 2016 contre 11,2% en septembre 2015, alors que le taux de chômage des jeunes il avait baissé à 26,7% contre 29,9% en septembre 2015. Interrogé sur les axes évoqués lors de l'audience, il a précisé que la mission a abordé avec M. El Ghazi et les cadres de son ministère l'évolution de l'économie algérienne et du marché de l'emploi. "Nous avons eu des discussions très enrichissantes et passionnantes. La question principale que nous avons débattue c'est de savoir comment deux ans après le contre-choc pétrolier l'économie algérienne continue à s'adapter à des prix de pétrole qui sont durablement plus bas", a-t-il déclaré.

"Nous avons discuté des conséquences de cette situation sur le marché de l'emploi et des politiques mises en œuvre par le ministère pour essayer à la fois d'accompagner la diversification de l'économie et la réduction de la dépendance aux hydrocarbures et de s'assurer un marché de l'emploi dynamique qui permette de créer des emplois de manière pérenne indépendamment de la conjoncture des prix du pétrole", a-t-il soutenu. Le FMI avait maintenu en janvier dernier ses prévisions de croissance pour l'Algérie à 3,6% en 2016 et à 2,9% en 2017, en anticipant une reprise à partir de 2021 à 3,4%. Le Fonds a gardé ses prévisions pour l'inflation en Algérie inchangées en 2016 à 5,9% contre 4,4% en 2015 et prévoit un taux de 4,8% en 2017. Le solde du compte courant a représenté -15,1% du Pib en 2016 et devrait baisser à -13,7% du Pib en 2017 et maintenir la même tendance baissière jusqu'à 2021 à -6,3% du Pib. Le Fonds avait souligné que l'Algérie avait figuré parmi les pays émergents et en développement qui ont "réussi à maintenir une position nette extérieure positive grâce à son très faible endettement extérieur".

-FIN-